

Direction régionale et interdépartementale
Environnement Energie - UD78

78-2024-11-25-00003

Arrêté préfectoral mettant en demeure la
société APR2 pour les installations qu'elle
exploite sur la commune de Bonnières-sur-Seine
(78270) Village d'entreprises - ZI RN13

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société APR2 à BONNIERES-SUR-SEINE (78270) Village d'entreprise -quai de Seine- ZI RN 13**

**LE PRÉFET DES YVELINES
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 ;

Vu le décret du 7 février 2024 portant nomination de Monsieur Frédéric ROSE, en qualité de préfet des Yvelines ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2012291-0009 délivré le 17 octobre 2012 à la société APR2 exploitant une installation de transit, regroupement ou tri d'équipements électriques sous le régime de l'autorisation (rubrique 2711-1) ainsi qu'une installation de traitement de déchets dangereux (rubrique 3510) et non dangereux (rubrique 2791) à l'adresse Village d'entreprise -quai de Seine -ZI RN 13, (78270) BONNIERES-SUR-SEINE ;

Vu l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

Vu l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté 78-2024-03-04-00014 du 4 mars 2024 du Préfet des Yvelines portant délégation de signature à Madame Emmanuelle GAY, Directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports d'Île-de-France ;

Vu le courrier recommandé du 6 septembre 2024 informant l'exploitant de la non-transmission desdits résultats et des sanctions encourues dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu la décision DRIAT-IDF n° 2024-0780 du 6 novembre 2024 portant subdélégation de signature pour les matières exercées pour le compte du Préfet des Yvelines ;

Considérant que l'exploitant n'a pas formulé d'observations sur le projet d'arrêté de mise en demeure qui lui a été notifié le 10 septembre 2024 ;

Considérant qu'à la date du 5 août 2024 il a été constaté l'absence de saisie des résultats des campagnes de mesures susmentionnées via l'outil GIDAF ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société APR2 exploitant une installation de transit, regroupement ou tri d'équipements électriques sous le régime de l'autorisation (rubrique 2711-1) ainsi qu'une installation de traitement de déchets dangereux (rubrique 3510) et non dangereux (rubrique 2791) de respecter les prescriptions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Yvelines

ARRÊTE

Article 1er – La société APR2 exploitant une installation de transit, regroupement ou tri d'équipements électriques sous le régime de l'autorisation (rubrique 2711-1) ainsi qu'une installation de traitement de déchets dangereux (rubrique 3510) et non dangereux (rubrique 2791) sise Village d'entreprise Z.I RN 13 sur la commune de BONNIERES-SUR-SEINE (78270) est mise en demeure de respecter, **sous un mois** à compter de la notification du présent arrêté, les dispositions de l'article 4.III de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 sus-mentionné ainsi rédigé :

« L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. »

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement. Conformément au dernier alinéa de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, celles-ci pourront être publiées sur le site internet de la préfecture des Yvelines pour une durée de **5 ans**.

Article 3 – Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Versailles par :

- l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du Code de l'environnement dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. La juridiction peut être saisie au moyen de l'application Télérecours Citoyen (<https://www.telerecours.fr/>).

Article 4 – le présent arrêté est notifié à la société APR2 Il est publié sur le site internet de la préfecture des Yvelines pendant une durée minimale de 2 mois.

Copie en sera adressée au :

- secrétaire général de la préfecture,
- au sous-préfet de Mantes-la-Jolie,
- maire de la commune de Bonnières-sur-Seine,
- la directrice régionale et interdépartementale de l'environnement, de l'aménagement et des transports ;

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Versailles, le 25 novembre 2024

Le Préfet,
Par délégation la Directrice,
par subdélégation, la Chef de l'unité
départementale des Yvelines


Delphine DUBOIS

